

« La radicalisation doit être traitée comme un enjeu euroméditerranéen »

Par Boualem Sansal (écrivain et essayiste) et Sébastien Boussois (politologue) [le Monde | 30.01.2017](http://lemonde.fr/30.01.2017)

Selon l'écrivain Boualem Sansal et le politologue Sébastien Boussois, il faut organiser une conférence intergouvernementale pour opposer un front uni au terrorisme et anticiper le retour des djihadistes en provenance d'Irak, de Syrie et de Libye.

Gouverner au nom d'Allah ou au nom de la République ? La question semblait réglée depuis longtemps. En dehors de l'Arabie saoudite et de l'Iran, la loi civile prévalait partout ailleurs. Au tournant des années 1990, l'islam radical, qui couvait sous la paille, se répand brutalement dans le monde et impose sa loi dans les territoires tombés sous sa coupe. Poursuivie avec des moyens pacifiques (enseignement, action caritative, politique, culturelle), l'expansion se fait à présent avec des moyens agressifs : par l'occupation du terrain, l'imposition de normes comportementales islamiques, les menaces, et de plus en plus par l'action armée.

Dans ce plan stratégique, la jeunesse des quartiers périphériques, musulmane ou autre, est tout spécialement visée, et une partie enrôlée, endoctrinée, radicalisée et envoyée au combat. Le phénomène connaît les mêmes évolutions dans les pays arabes et dans les pays occidentaux. A mesure que la radicalisation s'étend, se structure et se construit une histoire, elle fait apparaître un phénomène nouveau : l'émergence de larges réseaux de jeunes radicalisés, très professionnels, très mobiles.

Au cœur d'une tourmente

Ces groupes, nés et agissant dans « les quartiers », se sont connectés et agissent à présent à travers le pays, en Europe et dans tout le bassin méditerranéen. Anis Amri, responsable de l'attentat de Berlin à Noël, qui arrivait de Tunisie, a traversé quatre pays, l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Italie, et se dirigeait probablement vers la Tunisie, mais en Italie, il a été abattu à Milan. C'est dans une prison de Sicile qu'il a été radicalisé.

La montée rapide et concomitante de ces phénomènes (prosélytisme, terrorisme, réseautage) révèle au moins quatre choses. La première étant que la réponse sécuritaire est arrivée à sa limite en termes de coûts et de mobilisation des personnels de sécurité ; elle n'a, en outre, que le cadre national pour agir alors que le terrorisme s'inscrit dans une démarche planétaire.

Ensuite, l'islamisme comme programme multidimensionnel visant à transformer la société ciblée (par le halal, la séparation des sexes et des religions, la multiplication des mosquées, le voile comme acte militant, la prise en main des prisons, l'entrisme dans les entreprises publiques, etc.) est à ce jour libre de ses mouvements. Le Qatar et l'Arabie, qui le propagent et financent des organisations djihadistes, n'ont encore que des amis dans le monde.

Troisièmement, dans les pays frappés par le terrorisme islamiste, des pans entiers de la population sont tenaillés par la peur. Ici et là, on voit se former des groupes tentés par l'action violente contre les musulmans et les Arabes. Les propos du candidat Trump sur les musulmans marquent un tournant.

Et enfin, la fin prévisible de l'organisation État islamique et le retour des djihadistes dans leur pays ou leur dissémination dans le monde vont créer une situation d'une extrême dangerosité. Ces « vétérans », qu'il sera impossible de contrôler et de réinsérer, formeront une internationale djihadiste erratique qui fournira des contingents de mercenaires à qui le demande. Dans « les quartiers » et les prisons, ces héros seront des modèles. On ne voit rien venir qui puisse éviter cette évolution.

C'est là le défi que les gouvernements européens et arabes doivent relever. Ces pays sont au cœur d'une tourmente qui promet d'être apocalyptique si une action d'ensemble puissante, coordonnée et sincère n'est pas mise en œuvre rapidement. Dans ce cadre, la prévention de la radicalisation est centrale, elle doit être repensée à fond. Les mesurette que l'UE a inscrites dans son plan de lutte contre le terrorisme de 2015 ont assez largement montré leur insuffisance.

L'analyse que nous faisons des capacités des pays européens et des pays arabes à décider et agir ensemble avec fermeté et détermination nous convainc que nous sommes plus loin que jamais d'un retour à la normale dans ces régions. L'islamisme, le terrorisme, la radicalisation ne sont pas seulement des problèmes franco-français, franco-belges, européen-européens, arabo-arabes, ils sont un problème euroméditerranéen. Il y a même un risque d'extension du cercle de la violence en Méditerranée et au-delà. La Turquie, le Maroc et la Jordanie n'en sont pas loin, et que dire de l'Algérie que le vide de pouvoir pourrait ramener au chaos des années 1990.

Divergences d'analyse

Les divergences d'analyse du danger islamiste publiquement affichées par les pays européens et les pays arabes encouragent les islamistes, en ce sens qu'elles empêchent la constitution d'un front uni contre le terrorisme et toute réelle coopération autour du problème de fond : le glissement inexorable de l'islam vers le salafisme et le wahhabisme.

Le moins qu'on puisse souhaiter est qu'une conférence gouvernementale euroméditerranéenne élargie aux acteurs qualifiés de la société civile soit rapidement organisée pour se donner une évaluation commune de la menace et adopter quelques principes d'action pour la réduire. Si les pays européens et les pays arabes ne s'emparent pas de ce problème existentiel pour eux, les Trump, Poutine et Xi Jinping le feront de leur côté et certainement à nos détriments. La présente tribune se veut un appel pressant pour ce rassemblement.

Boualem Sansal est algérien. Il est notamment l'auteur de *Gouverner au nom d'Allah : islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe* (Gallimard, 2013) et de *2084 : la fin du monde* (Gallimard, 2015, Grand Prix de l'Académie française).

Sébastien Boussois est enseignant en relations internationales et chercheur sur le Moyen-Orient associé à l'Université Libre de Bruxelles et à l'UQAM (Montréal). Il est, par ailleurs, formateur sur le Moyen-Orient pour l'organisation de prévention Unismed.